

**Face à la hausse du prix des carburants,
Les travailleurs doivent se faire entendre :
Augmentation des salaires, des
pensions et des allocations !**

Le prix du carburant ne cesse d'augmenter. 70 à 90 euros, c'est désormais le prix d'un plein. Ces augmentations s'expliquent par la hausse du cours du pétrole, de la marge des distributeurs et par celle des taxes prélevées par l'État, la taxe sur les produits énergétiques, la TICPE, et la TVA. Ces taxes représentent 60 % du prix du carburant. Depuis le début de l'année, la taxe sur le gazole a augmenté de 9 centimes par litre portant celui-ci à 1,53 euro en moyenne, rattrapant le prix de l'essence. Et ces taxes vont continuer d'augmenter au moins jusqu'en 2022.

Les millions de salariés obligés de prendre leur voiture tous les jours pour aller travailler, ou ceux qui se chauffent au fioul sont pris à la gorge car les salaires sont bloqués et les factures flambent.

L'écologie, un faux prétexte

Le gouvernement justifie ces hausses par la lutte contre la pollution. Pendant des années, les constructeurs automobiles, avec la complicité de l'État, ont incité la population à acheter des véhicules diesel. Aujourd'hui, le diesel est taxé. Dans le même temps, des lignes de trains ont été abandonnées ; les camions et la route ont remplacé le train pour le transport du fret.

Les travailleurs n'ont pas à payer !

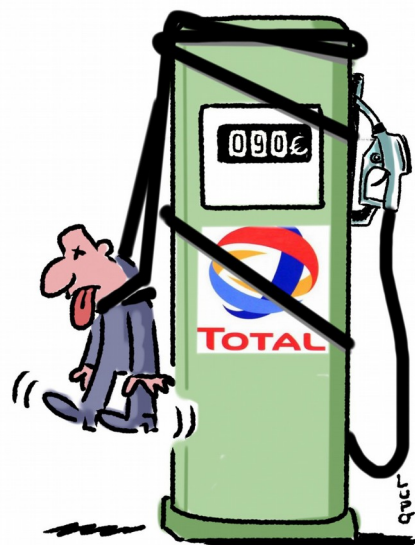
Des initiatives relayées massivement sur les réseaux sociaux appellent à bloquer rocades ou autoroutes le samedi 17 novembre ou à signer des pétitions en ligne, pour exiger la baisse des taxes sur le carburant.

Les travailleurs ont toutes les raisons de se mobiliser pour ne pas voir leur pouvoir d'achat s'effondrer. Mais ils doivent le faire en défendant leurs intérêts de classe, en formulant leurs propres revendications. Ils ne doivent pas manifester simplement en tant que « usagers de la route », un terme qui recoupe des catégories aux intérêts opposés.

Les travailleurs n'ont que leur salaire pour vivre

Si les transporteurs routiers ou les chauffeurs de taxis protestent contre la hausse du carburant, ils sauront la répercuter sur leurs clients. Les travailleurs, eux, n'ont que leur salaire pour vivre. Ils paient en faisant le plein, en payant leurs factures de chauffage, en faisant leurs courses car tout augmente, sans jamais pouvoir répercuter ces hausses.

.../...



**Nos emplois,
nos salaires,
nos retraites,
avant
les dividendes
des actionnaires!**

Cherchant à rassembler largement, se disant apolitiques, certains initiateurs du 17 novembre envisagent des blocages en voiture, sans slogans ni banderoles. Mais manifester sans slogans ou derrière un mot d'ordre aussi vague que « à bas les taxes », c'est laisser les porte-paroles des patrons du transport défilier sur les plateaux téléés pour défendre leurs propres intérêts, obtenir pour eux-mêmes exonérations ou compensations.

C'est aussi offrir une tribune à des politiciens bourgeois qui cherchent les voix des travailleurs pour gouverner demain au service des puissants. Déjà, Le Pen ou Dupont-Aignan ont appelé à « bloquer le pays le 17 novembre » car, disent-ils, « les français en ont marre des taxes ». Mais quel point commun y-a-t-il entre les patrons qui estiment toujours payer trop de charges ou d'impôts et les travailleurs dont le budget est grevé par les pleins d'essence ou les factures de chauffage ?

Pour se faire entendre, les travailleurs doivent prendre la tête des protestations

Pour ne pas être les dindons de la farce, les travailleurs doivent prendre la tête de cette contestation légitime de la hausse du prix des carburants en mettant en avant leurs propres revendications.

Face aux augmentations des prix, ceux du carburant comme tous les autres, il faut exiger l'augmentation des salaires, des pensions de retraite, et leur revalorisation automatique quand les prix augmentent ; autrement dit, l'indexation des salaires sur les prix.

Derrière l'État qui prélève taxes et impôts sur la population, il y a les capitalistes, dans tous les secteurs, qui récupèrent les milliards perçus sous forme d'infrastructures, de commandes publiques, de crédit d'impôts, des intérêts de la dette publique. Le patronat maintient les salaires au plus bas pour augmenter ses marges dans cette période de crise.

Pour imposer leur dû, pour faire reculer le patronat, il ne suffira pas de manifester un samedi. Les travailleurs, qui font tourner toute l'économie, qui produisent tout, y compris l'énergie et le carburant, devront utiliser leur immense force collective, et cette arme puissante qu'est la grève.

Le 28 octobre 2018

Toray – St Maurice-de-Beynost (Ain)

Fiers de s'être faits respectés

Après trois semaines de grève contre la répression et le chantage permanent, les ouvriers de Toray ont obtenu la suspension du règlement intérieur répressif qu'ils contestaient avant sa révision. Leur collègue licencié abusivement (le 4ème en huit mois) recevra une prime supérieure à 50 000€.

La victoire est plus morale que matérielle. Les travailleurs installés face à l'usine, ont organisé leur grève, discutant collectivement de tous ses aspects. Ils ont reçu le soutien de travailleurs du voisinage qui vivent les mêmes pressions mais aussi de non-grévistes qui ont versé à la caisse de grève. Ils ont organisé un aller-retour éclair à Pau, pour rencontrer les travailleurs d'une autre usine du groupe, confrontés à la même politique patronale.

Faisant le bilan de leurs forces, ils ont décidé de reprendre le travail après une dernière concession de la direction, pour préserver l'unité et la solidarité créées au cours de cette grève qui a changé le climat.



Pour nous suivre et nous contacter

 @LOLyonRhone

 contact.lo.ain@gmail.com

Lutte Ouvrière
BP 238 69634 Vénissieux cedex